

ACCORD DE CONSORTIUM
POUR LA REALISATION DU PROJET CAP 20-25

Projet - VERSION 5.6
19 novembre 2018 version consolidée

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro Siret 130 022 775 00014, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 000 CLERMONT-FERRAND, représenté par son Président, Monsieur Mathias BERNARD,

Ci-après désigné **l'Etablissement Porteur** ou « UCA »,

Et

L'INSTITUT DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro Siret 348 414 434 00012, code APE 8559B ayant son siège 16 rue Claude BERNARD 75231 PARIS CEDEX 05, représenté par son Directeur Général Monsieur Gilles TRYSTRAM

Ci-après désigné « AgroParis Tech »,

Et

LE CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER D'Auvergne- CENTRE JEAN PERRIN

Etablissement de Soins Privés d'Intérêt Collectif (ESPIC), reconnus d'utilité publique et financés par l'Etat, inscrit sous le numéro Siret 779 213 867 00020, code APE 8610Z ayant son siège 58 rue Montalembert BP 392 63011 Clermont-Ferrand Cedex 1, représenté par sa Directrice Générale, Madame Frédérique PENAULT-LLORCA,

Ci-après désigné « Centre Jean Perrin »,

Et

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Etablissement Public à caractère scientifique et technologique, inscrit sous le numéro Siret 180 089 013 03720, code APE 7219Z, ayant son siège 3 rue Michel-Ange 75 794 PARIS Cedex 16, représenté par son Président-Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT,

Ci-après désigné « CNRS »,

Et

LE CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE DE CLERMONT-FERRAND

Etablissement Public de Santé, inscrit sous le numéro Siret 266 307 461 000 19, code APE 8610Z, ayant son siège 58 rue Montalembert – 63 000 CLERMONT-FERRAND, représenté par son Directeur Général, Monsieur Didier HOELTGEN,

Ci-après désigné « CHU de Clermont-Ferrand »,

Et

LA FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Fondation reconnue d'utilité publique, inscrite sous le numéro Siret 451 094 940 00017, code APE 7220Z, ayant son siège 63 Boulevard François Mitterrand, 63000 Clermont-Ferrand, représenté par son Président, Monsieur Patrick GUILLAUMONT,

Ci-après désignée « FERDI »,

Et

L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Etablissement public à caractère scientifique et technologique, inscrit sous le numéro Siret 180 070 039 01803, code APE 7219Z, ayant son siège 147, Rue de l'Université - 75338 PARIS CEDEX 07, Représenté par son Président, Philippe MAUGUIN,

Ci-après désigné « INRA »,

Et

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

Etablissement public à caractère scientifique et technologique, inscrit sous le numéro Siret 180 036 048 00015, code APE 7219Z, ayant son siège 101 rue de Tolbiac, 75013 PARIS, représenté par Madame Claire GIRY, chargée par intérim des fonctions de Présidente-directrice générale, et, par délégation, par le Délégué Régional Rhône-Alpes-Auvergne de l'Inserm, Monsieur Dominique PELLA

Ci-après désigné « INSERM »,

Et

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE

Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, inscrit sous le numéro Siret 180 070 013 00198, code APE 7219Z, ayant son siège 1 rue Pierre Gilles DE GENNES, CS 10030 92761 ANTONY Cedex, représenté par son Président, Monsieur Marc MICHEL,

Ci-après désigné « IRSTEA »,

Et

SIGMA CLERMONT

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel, et Professionnel, inscrit sous le numéro Siret 130 021 918 00011, code APE 8542Z, ayant son siège Campus des Cézeaux, CS 20265, 63178 Aubière Cedex, représenté par sa Directrice, Madame Sophie COMMEREUC,

Ci-après désigné « SIGMA »,

Et

L'INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE RECHERCHE EN ALIMENTATION, SANTE ANIMALE, SCIENCES AGRONOMIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro Siret 130 008 584 00018, code APE 8542Z ayant son siège 1 avenue Bourgelat 69280 MARCY L'ETOILE, Représenté par sa Directrice Générale Madame Emmanuelle SOUBEYRAN,

Ci-après désigné « VetAgro Sup »,

Ci-après dénommés ensemble « **Parties** » ou individuellement « **Partie** »,

Table des matières

Article 1 – Définitions	6
Article 2 – Objet de l'Accord.....	10
Article 3 – Nature de l'Accord	10
Article 4 – Structures de gouvernance et de pilotage	10
Article 5 – Appels à projet, sélection et financement des Actions	17
Article 6 – Formalisation contractuelle des Actions	22
Article 7 – Modalités d'exécution	22
Article 8 – Confidentialité – Publications.....	24
Article 9 – Propriété Intellectuelle	27
Article 10 – Responsabilités – Assurances	34
Article 11 – Durée de l'Accord.....	35
Article 12 – Entrée et sortie des Parties.....	35
Article 13 – Force Majeure	38
Article 14 – Correspondance	38
Article 15 – Intuitu personae – Cession de contrat	38
Article 16 – Litiges.....	39
Article 17 – Stipulations diverses	39

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets Initiatives d'excellence du premier programme d'Investissement d'avenir et de l'appel à projets IDEX/I-SITE du deuxième programme d'Investissement d'Avenir ;

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-16-IDEX-0001 et plus particulièrement son article 6.3 qui stipule que l'Etablissement Porteur doit conclure avec les Parties, dans un délai de douze (12) mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, un accord précisant notamment dans le cadre du Projet :

- les modalités de valorisation des résultats obtenus au terme des recherches, et de partage de leur propriété intellectuelle ;
- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- le régime de publication / diffusion des résultats.

Les Parties ont décidé de conclure l'accord suivant, afin d'une part de poser les règles de fonctionnement et de pilotage du Projet et d'autre part de proposer un cadre juridique afin d'encadrer la réalisation des Actions qui vont être lancées sous son égide.

EN CONSEQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 – Définitions

Pour les besoins du présent Accord, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ou en majuscules auront le sens qui est indiqué ci-après, qui s'appliquera tant au singulier qu'au pluriel de ces termes, et indifféremment que le terme défini soit employé au féminin ou au masculin :

Accord	Ensemble constitué par le présent accord de consortium, répondant à la définition posée à l'article 2.4 du Règlement Financier, ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.
Actions	Actions de natures diverses (projet de recherche, action de formation, etc.) résultant de la mise en œuvre des Challenges Stratégiques de Recherche, des Programmes Transverses, et plus généralement des grands axes stratégiques du projet CAP 20-25 (gouvernance et structuration, recherche, formation, innovation et transfert de technologies, vie étudiante, politiques des talents et relations internationales) tels que décrits à l'Annexe 1.
Aide	Aide accordée à l'Etablissement Porteur par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du Projet, conformément à la Convention Attributive de l'Aide n° ANR-16-IDEX-0001.
ANR	Agence Nationale de la Recherche, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche, instituée par l'article L329-1 du code de la recherche et dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont précisées par le Décret n°2006-963 du 1 ^{er} août 2006.

Brevets Nouveaux	Toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des Résultats.
Challenges Stratégiques de Recherche	<p>Grands axes de recherche scientifique stratégique, identifiés par le Projet et décrits à la Date d'Effet du présent Accord à l'Annexe 1.</p> <p>Les Challenges sont notamment caractérisés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une thématique scientifique et socio-économique, - la part des Contributions des Parties affectées à l'exécution des Challenges, - la désignation d'un Comité assurant le suivi opérationnel des Challenges et la mise en œuvre des décisions sur les Actions à mener dans ce cadre, - la conclusion d'une convention entre les Parties concernés par la mise en œuvre des Challenges et l'Etablissement Porteur pour l'attribution de la part de l'Aide qui revient à chacun d'entre eux.
Comité Opérationnel	Organe responsable de la mise en œuvre opérationnelle du Projet, des Challenges Stratégiques de Recherche et des Programmes Transverses, tel que défini à l'article 4.
Connaissance Propre	Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les inventions, les données, logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les dossiers, plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, nécessaires à l'exécution du Projet, appartenant à une Partie ou dont elle a le droit de disposer, et détenue par elle avant la Date d'Effet et/ou développées indépendamment du Projet.
Conseil CAP 20-25	Organe de pilotage principal du Projet, dont les missions sont décrites à l'article 4.
Contribution	Apport, de quelle que nature que ce soit, réalisé par chaque Partie dans le Projet.
Convention	Convention attributive d'aide n° ANR-16-IDEX-0001, insérée aux présentes en Annexe 2, signée entre l'Etat français et l'ANR d'une part, et l'Etablissement Porteur d'autre part.
Date d'Effet	La Date d'Effet de l'Accord est fixée au 25 mars 2017 , sous réserve de la signature de l'Accord par les Parties.
Encadrement Communautaire	Communication de la Commission relative à l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (2014/C 198/01) ainsi que de toute autre communication postérieure de la Commission révisant celle-ci.
Entreprise	Est considérée comme entreprise au sens communautaire, toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique (article 1 ^{er} de la recommandation de la commission du 6 mai 2003

concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises n°2003/361/CE).

Etablissement Porteur		Institution responsable de la mise en œuvre du Projet, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Parties, de la transmission des livrables du Projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des Livrables CAP 20-25 et toute autre obligation définie dans la Convention attributive d'aide n° ANR-16-IDEX-0001. La personne habilitée à engager l'institution signe la convention attributive d'aide avec l'État et l'ANR et cette institution reçoit l'aide attribuée au Projet. L'UCA est désignée comme étant l'Etablissement Porteur. L'UCA est aussi l'Université cible du projet CAP 20-25.
Informations Confidentielles		Informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, invention, savoir-faire, expérience, logiciels et programmes, quelles qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Parties et se rapportant directement ou indirectement au Projet et désignées comme confidentielles par la Partie émettrice de l'information, par un tampon ou une légende si lesdites Informations sont écrites, et, dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquant par une mention expresse de leur caractère confidentiel lors de leur divulgation, confirmé par écrit au(x) Partie(s) récipiendaire(s) dans un délai de trente (30) jours calendaires. Les Parties reconnaissent que les Résultats et les Connaissances Propres des autres Parties constituent des Informations Confidentielles. Les Livrables CAP 20-25 seront considérés comme des Informations Confidentielles tant qu'ils n'auront pas été disséminés conformément à l'article 8.2 de l'Accord.
Instances		Ensemble des structures de gouvernance et de pilotage du Projet tels que définies à l'article 4 de l'Accord.
Livrables 20-25	CAP	Eléments obtenus dans le cadre du Projet et formé par l'ensemble des rapports, comptes rendus, études, règlements d'appels d'offres, modèles de document réalisés par les Instances dans le cadre du Projet. Il est précisé que cette définition n'inclut pas les Résultats des Actions.
Organisme d'Enseignement		Regroupe les Parties relevant de la définition d'Organisme de Recherche mais ayant également une activité d'enseignement, délivrant des diplômes d'Etat et auprès de laquelle sont inscrits des étudiants. Font partie de cette définition : UCA, AgroParis Tech, SIGMA Clermont, et VetAgro Sup.
Organisme de Recherche	de	Au sens de l'Encadrement Communautaire (art. 1.3-ee), toute entité telle qu'une université ou un institut de recherche, quel que soit son statut légal (organisme de droit public ou privé) ou son mode de financement, dont le but premier est d'exercer des activités de recherche fondamentale, de

recherche industrielle ou de développement expérimental et de diffuser leurs résultats par l'enseignement, la publication ou le transfert de technologie; les profits sont intégralement réinvestis dans ces activités, dans la diffusion de leurs résultats ou dans l'enseignement ; les Entreprises qui peuvent exercer une influence sur une telle entité, par exemple en leur qualité d'actionnaire ou de membre, ne bénéficient d'aucun accès privilégié à ses capacités de recherche ou aux résultats qu'elle produit. Font partie de cette définition : CNRS, INRA, Irstea, INSERM et FERDI.

Part de l'Aide	Part de l'Aide que l'Etablissement Porteur reverse à une Partie au titre de la réalisation de sa Part du Projet ou pour sa participation à une Action.
Part du Projet	Part de la Contribution au Projet pour laquelle la Partie s'est engagée.
Partie(s) copropriétaire(s)	Parties copropriétaires de Résultats communs, telles que définies à l'article 9.3 ci-après.
Période Probatoire	Période allant du 25 mars 2017 (date d'éligibilité des dépenses) jusqu'au 24 mars 2021.
Programmes Transverses	Programmes transverses de développement instrumental et de recherche exploratoire pour la réalisation des enjeux liés aux Challenges Stratégiques de Recherche, et programmes transverses des axes de formation, innovation et transfert de technologies, vie étudiante, politiques des talents et relations internationales du projet CAP 20-25, tels que détaillés à l'Annexe 1.
Projet	« Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires-Économie (I-SITE) » lancé par l'ANR, intitulé CAP 20-25, conformément aux objectifs définis par la Convention, et faisant l'objet de l'Accord et décrit à l'Annexe 1.
Règlement Financier	Règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « I-SITE » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site internet en date du 1 ^{er} décembre 2017.
Résultats	Connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les inventions, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs Parties, ou leurs sous-traitants, dans le cadre des Actions du Projet.
Résultats communs	Tous Résultats développés au titre du Projet conjointement par des personnels d'au moins deux Parties et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution intellectuelle de chacune desdites Parties pour la demande ou l'obtention d'un droit de propriété intellectuelle
Résultats propres	Résultats obtenus par une Partie seule, sans le concours d'une autre Partie, c'est-à-dire sans la participation en termes d'activité inventive ou intellectuelle lors de l'exécution de sa Part du Projet.

Université cible Désigne l'Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche résultant de la mise en œuvre du Projet CAP 20-25, et qui rassemble de façon visible à l'international les forces de recherche et de formation du site universitaire de Clermont-Ferrand. Dans le cadre du Projet, l'Université cible est l'Université Clermont Auvergne.

Article 2 – Objet de l'Accord

L'Accord a pour objet de définir :

- les modalités de fonctionnement du Projet et de sa gouvernance ;
- les modalités de sélection et, le cas échéant, de financement des Actions ;
- un cadre générique de collaboration pour la réalisation des Actions afin de diminuer les coûts de transaction dans la mise en œuvre des Actions, et encadrant la propriété et exploitation des Résultats ;
- les modalités de diffusion et de valorisation des Livrables CAP 20-25.

Article 3 – Nature de l'Accord

Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Parties.

Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* en est formellement exclu.

Aucune Partie n'a le pouvoir d'engager les autres Parties, ni de créer des obligations à la charge des autres Parties, en dehors des présentes dispositions contractuelles.

Article 4 – Structures de gouvernance et de pilotage

Afin de garantir une gestion simple, efficace et rigoureuse du Projet, la gouvernance et le pilotage du Projet sont organisés autour des instances suivantes :

- Etablissement Porteur ;
- Conseil CAP 20-25 ;
- Equipe de Direction ;
- Comité Opérationnel ;
- Assemblée générale des Parties;
- Deux comités indépendants :
 - Conseil Consultatif International ;
 - Comité d'Audit Indépendant.

4.1 L'Etablissement Porteur

4.1.1 Rôle de l'Etablissement Porteur

L'Etablissement Porteur est l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet et de ses différentes Actions, pour assurer la diffusion des documents et pour, plus généralement, relayer toutes les questions contractuelles entre l'ANR et les Parties.

L'Etablissement Porteur est notamment chargé :

- d'assurer le pilotage du Projet ;
- d'assurer la gestion financière du Projet ;
- d'assurer le reporting ANR conformément à la Convention ;
- d'évaluer les impacts des Actions du Projet avec le soutien du Conseil Consultatif International.

4.1.2 Rôle du Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur – Composition et fonctionnement

Dès sa constitution, l'Université cible, telle que prévue dans le Projet CAP 20-25, devient l'Etablissement Porteur dont le conseil d'administration est l'organe décisionnel du Projet.

Le Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur décide de la ventilation de l'Aide conformément à la Convention.

Le Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur valide toute modification au présent Accord autre que celles relevant de la compétence du Conseil CAP 20-25 à l'article 4.2, en préalable à son implémentation par avenant au présent Accord.

Le Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur désigne les membres du Conseil Consultatif International et du Comité d'Audit Indépendant sur proposition du Conseil CAP 20-25.

Les Parties au Projet siégeront au sein d'un collège du Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur. Ce collège se réunira au minimum quatre (4) fois par an, suivant le calendrier défini en début d'année. Ce collège prendra ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Il est convenu entre les Parties qu'à la date de signature de l'Accord, toutes les modalités de fonctionnement de ce collège ne sont pas encore définies : celles-ci seront précisées ultérieurement par voie réglementaire.

4.1.3 Obligations des Parties à l'égard de l'Etablissement Porteur

Chaque Partie a les obligations suivantes :

- fournir à l'Etablissement Porteur les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR,
- porter à la connaissance de l'Etablissement Porteur l'état d'avancement de sa Part du Projet, selon une périodicité à définir d'un commun accord au sein de l'Assemblée Générale,
- prévenir sans délai l'Etablissement Porteur de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du Projet,

- transmettre à l'Etablissement Porteur, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de Projet et relevés des dépenses destinés à l'ANR.

4.2 Le Conseil CAP 20-25

4.2.1 Composition du Conseil CAP 20-25

Dans l'attente de la mise en œuvre des futurs statuts de l'Université cible, Le Conseil CAP 20-25 est l'organe de pilotage du Projet. A la date de signature de l'Accord, il est présidé par Monsieur Pierre Schiano, Directeur du Projet CAP 20-25, ou, en cas d'indisponibilité, par le Président de l'UCA.

Le Conseil CAP 20-25 est composé de :

- Trois (3) représentants de l'UCA, dont le Président du Conseil CAP 20-25;
- Deux (2) représentants des Organismes Nationaux de recherche:
A la date de signature de l'Accord :
 - o Un représentant de l'INRA (suppléant, un représentant de l'Irstea), et
 - o Un représentant du CNRS (suppléant, un représentant de l'INSERM) ;
- Deux (2) représentants d'Ecoles d'ingénieurs :
A la date de signature de l'Accord :
 - o Un représentant de SIGMA, et
 - o Un représentant de VETAGRO SUP ;
- Deux (2) représentants du monde socio-économique :
A la date de signature de l'Accord :
 - o Un représentant de MICHELIN, et
 - o Un représentant de LIMAGRAIN.

Les suppléants disposent des mêmes pouvoirs de décision que les représentants titulaires lorsqu'ils les remplacent.

Chaque Partie membre du Conseil CAP 20-25 pourra modifier son représentant à tout moment en informant par écrit les autres Parties représentées au Conseil CAP 20-25. Dans tous les cas, les Parties s'efforceront de conserver une continuité de leur représentation.

En tant que de besoin, les membres du Conseil CAP 20-25 pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable du président du Conseil CAP 20-25 et sous réserve que ces personnes, si elles n'appartiennent pas aux personnels des Parties, souscrivent préalablement à leur participation au Conseil CAP 20-25 à un engagement unilatéral de confidentialité suivant le modèle annexé au présent Accord (Annexe 5), et signent une déclaration d'absence de conflit d'intérêt. Les spécialistes susmentionnés n'interviendront que pour les seuls sujets justifiant leur participation, et exclusivement à titre consultatif.

Une Partie peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre Partie si la présence dudit spécialiste est de nature à porter un préjudice grave à ses activités, du fait par exemple de la relation concurrentielle entre cette Partie et le spécialiste ou son employeur

4.2.2 Rôle du Conseil CAP 20-25

Le Conseil CAP 20-25 a pour rôle de :

- désigner et remplacer les membres de l'Equipe de Direction, les responsables des Challenges Stratégiques de Recherche et des Programmes Transverses, qui seront membres du Comité Opérationnel ;
- décider des Appels et de leur contenu, selon les dispositions de l'article 5.2.1 ;
- participer au Comité de Revue et de Sélection afin de valider les propositions retenues pour être des Actions, comme détaillé à l'article 5.2.2 ;
- valider les orientations scientifiques du Projet, et en particulier de proposer tout nouveau Challenge Stratégique de Recherche qui sera porté par l'Etablissement Porteur auprès de l'ANR ;
- suivre l'avancement des Actions et la réalisation des Programmes Transverses ;
- valider les Livrables CAP 20-25 ;
- valider des aménagements au principe de libre diffusion des Livrables CAP 20-25 selon les modalités décrites à l'article 9.3 ;
- préparer le bilan annuel du Projet (financier et scientifique) et le budget annuel pour l'année à venir (notamment en ce qui concerne les versements de Parts de l'Aide), qui seront soumis au vote de l'Assemblée Générale ;
- proposer au Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur la désignation des membres du Conseil Consultatif International et du Comité d'Audit Indépendant ;
- décider de l'entrée d'une nouvelle Partie dans les modalités décrites à l'article 12.1 ;
- décider du retrait d'une Partie, ou de l'exclusion d'une Partie défaillante dans les modalités décrites à l'article 12.2 ;
- proposer aux Parties une médiation en cas de difficulté ou de litige ;
- réaliser, en lien avec le Comité Consultatif International, à :
 - o une évaluation scientifique et économique *ex post* des Résultats des Actions ;
 - o une réflexion stratégique et prospective à moyen et long terme concernant l'ensemble des aspects du Projet.

4.2.3 Fonctionnement du Conseil CAP 20-25

Il se réunit au minimum une (1) fois tous les trois (3) mois, et en tant que de besoin, pendant la durée du Projet, sur convocation de son Président ou à la demande de l'un de ses membres. La planification des réunions devra être réalisée *a minima* d'un trimestre à l'autre, sauf accord unanime des représentants.

Le Président du Conseil CAP 20-25 adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres au moins cinq (5) jours avant la tenue du Conseil CAP 20-25, et communique, après la tenue de celle-ci, le compte-rendu à l'ensemble des membres du Conseil CAP 20-25.

Le Conseil CAP 20-25 délibère valablement si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Le Conseil CAP 20-25 prend ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les membres du Conseil CAP 20-25 si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les membres CAP 20-25.

Dans tous les cas, les comptes-rendus du Conseil CAP 20-25 seront diffusés à l'ensemble des Parties.

4.3 Equipe de direction

L'Equipe de Direction est désignée par le Conseil CAP 20-25 parmi les salariés et/ou agents des Parties. A la date de signature de l'Accord, ses membres sont ceux listés en Annexe 4 de l'Accord.

L'Equipe de Direction a pour rôle :

- d'assister le Conseil CAP 20-25 dans la réalisation de ses tâches ;
- de préparer les avis et décisions du Conseil CAP 20-25 ;
- d'assurer la communication générale interne et externe ;
- d'assurer la gestion des aspects administratifs, contractuels et financiers ;
- de communiquer les rapports d'avancement et finaux des Actions au Conseil CAP 20-25 ;
- de mettre en place une démarche qualité.

4.4 Comité Opérationnel

4.4.1 Composition

Le Comité Opérationnel est composé :

- de l'Equipe de Direction ;
- des responsables des Challenges Stratégiques de Recherche ;
- des responsables des Programmes Transverses.

Les responsables des Challenges Stratégiques de Recherche et des Programmes Transverses sont aussi désignés par le Conseil CAP 20-25, comme l'Equipe de Direction (article 4.3), parmi les salariés et/ou agents des Parties. A la date de signature de l'Accord, ces responsables sont ceux listés en Annexe 4 de l'Accord.

4.4.2 Rôle

Le Comité Opérationnel est responsable de la mise en œuvre opérationnelle du Projet et de ses Actions, et a un rôle de soutien pour toutes les activités de gestion quotidienne dans le cadre de l'exécution du Projet.

Le rôle des responsables des Challenges Stratégiques de Recherche et des Programmes Transverses est précisé ci-après.

4.4.2.1 Responsables des Challenges Stratégiques de Recherche

Leur rôle est de :

- coordonner et d'animer les Challenges Stratégiques de Recherche et de proposer au Conseil CAP 20-25 toute proposition de modification ou d'extension de ceux-ci ;
- assurer l'animation auprès de la communauté scientifique et du monde socio-économique dans le périmètre géographique du Projet.

4.4.2.2 Responsables des Programmes Transverses

Leur rôle est de :

- coordonner et d'animer les Programmes Transverses et de proposer au Conseil CAP 20-25 toute proposition de modification ou d'extension de ceux-ci ;
- assurer que l'exécution des Programmes Transverses contribue à renforcer la structuration des Actions réalisées dans le cadre des Challenges Stratégiques de Recherche.

4.4.3 Fonctionnement du Comité opérationnel

Le Comité Opérationnel se réunit au moins une (1) fois par mois, en présence du Directeur du Projet CAP 20-25 qui préside ces réunions, pour faire le point sur l'état d'avancement des Actions.

À cette fin, le Directeur du Projet CAP 20-25 adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres au moins cinq (5) jours avant la tenue de la réunion, et communique, après la tenue de celle-ci, le compte-rendu à l'ensemble des membres.

Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les membres du Comité opérationnel si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les membres du Comité opérationnel.

Le Comité Opérationnel délibère valablement si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou représentés. Le Comité Opérationnel prend ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

4.5 Assemblée Générale

4.5.1 Composition de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est composée d'un représentant de chacune des Parties. Chaque Partie désigne un représentant parmi ses salariés ou agents et informe par écrit de cette désignation.

Chaque Partie pourra modifier son représentant à tout moment en informant par écrit les autres Parties. Dans tous les cas, les Parties s'efforceront de conserver une continuité de leur représentation.

L'Assemblée Générale est présidée par le représentant de l'Etablissement Porteur.

4.5.2 Rôle de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale a pour rôle de :

- donner quitus, annuellement, de la bonne réalisation des comptes rendus, rapports et autres communications relatives au Projet réalisés par l'Etablissement Porteur à l'ANR au titre de la Convention ;
- valider les modalités d'attribution d'une Part de l'Aide à un ou des Partie(s) au titre du financement d'une Action dans le cadre du mandat donné à l'Etablissement Porteur selon la procédure décrite à l'article 5.3.
- valider toute modification ou demande de modification de la Convention auprès de l'ANR ;
- valider la stratégie d'avancement du Projet et des Actions.

4.5.3 Fonctionnement de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se réunit au moins une (1) fois par an, et en tant que de besoin, pendant la durée du Projet, sur convocation de son Président ou à la demande de l'une des Parties.

Son Président adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres au moins quinze (15) jours avant la tenue de la réunion, et communique, après la tenue de celle-ci, le compte-rendu à l'ensemble des membres.

L'Assemblée Générale délibère valablement si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou représentés. L'Assemblée Générale prend ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

4.6 Les Comités indépendants

4.6.1 Le Conseil Consultatif International

4.6.1.1 Composition

Le Conseil Consultatif International, en tant qu'organe consultatif, est composé de scientifiques et de représentants socio-économiques français et internationaux de haut niveau. Les membres de ce Conseil sont désignés par le Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur sur proposition du Conseil CAP 20-25, selon les critères suivants :

- Maximum de 15 membres pour garantir une réactivité appropriée ;
- Tous les membres seront des personnes externes aux Parties.

Le Président du Conseil Consultatif International est désigné par ses membres.

Des experts internationaux pourront également être invités pour examiner les résultats scientifiques et les recommandations sur les orientations scientifiques.

Dans tous les cas, les membres du Conseil Consultatif International signeront un engagement unilatéral de confidentialité suivant le modèle annexé au présent Accord (Annexe 5) ainsi qu'une déclaration d'absence de conflit d'intérêt.

4.6.1.2 Mission

Le Conseil Consultatif International fournit, dans une démarche prospective, des conseils et des recommandations sur les actions à mener dans le cadre du Projet et de la mise en œuvre des Actions.

Ses responsabilités sont les suivantes :

- Fournir au Conseil CAP 20-25 une évaluation des orientations stratégiques du Projet ;
- Evaluer et émettre un avis sur les profils d'emploi du Projet et sur les candidatures issues des différents dispositifs de la politique RH du Projet ;
- Formuler des conseils sur des thèmes scientifiques à considérer en priorité ;
- Fournir au Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur et au Conseil CAP 20-25 une évaluation annuelle sur les orientations stratégiques des Actions.

4.6.2 Le Comité d'Audit Indépendant

Le Comité d'Audit Indépendant est composé de trois experts indépendants désignés par le Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur sur proposition du Conseil CAP 20-25.

Ce comité garantit la conformité du Projet avec ses objectifs tels que définis à l'Annexe 1. En particulier, ce comité est le garant de l'évaluation des conditions financières du Projet.

Ses responsabilités sont les suivantes :

- Surveiller la bonne application du Projet, notamment l'engagement des Parties, ainsi que le suivi financier et l'affectation des ressources ;
- Formuler des recommandations sur le déroulement du Projet ;
- Analyser les questions qui lui sont soumises tant par le Conseil CAP 20-25 que par le Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur, et formuler des recommandations et préconisations stratégiques au besoin.

Le Comité d'Audit Indépendant présente au Conseil d'Administration de l'Etablissement Porteur et au Conseil CAP 20-25 une évaluation annuelle du déroulement du Projet et des indicateurs clés de performance.

Le Comité d'Audit Indépendant peut également être sollicité pour des conseils (notamment de médiation entre les Parties) sur des questions spécifiques.

Dans tous les cas, les experts du Comité d'Audit Indépendant signeront un engagement unilatéral de confidentialité suivant le modèle annexé au présent Accord (Annexe 6), ainsi qu'une déclaration d'absence de conflit d'intérêt.

Article 5 – Appels à projet, sélection et financement des Actions

L'objectif du Projet est de mettre en œuvre une transformation profonde de la dynamique du site universitaire de Clermont-Ferrand, avec l'émergence d'une Université cible (UCA) à fort rayonnement international. Il porte l'ambition de contribuer de manière majeure aux évolutions scientifiques, technologiques, environnementales et comportementales indispensables à la conception de «

modèles de vie et de productions durables », qui constituent le concept central du Projet et participent à l'identité du site. Cette transformation est axée sur les Challenges Stratégiques de Recherche avec le soutien des Programmes Transverses en appui à leur structuration.

Les Actions portées par CAP 20-25 sont composées :

- Des Actions préexistantes à la date de signature de l'Accord ; et
- Des Actions sélectionnées à l'issue d'un Appel à projet.

5.1 Actions préexistantes intégrées à CAP 20-25

5.1.1 Actions Labex

Les projets ANR Labex détaillés en Annexe 2 de la Convention font partie intégrante des Actions (ci-après les « Actions Labex »).

Les Actions Labex sont les suivantes :

- Labex « Centre Clermontois de Recherche sur le Volcanisme » (CLERVOLC) ;
- Labex « Concevoir de nouvelles politiques de développement international à partir des résultats de la recherche – renforcement de l'initiative pour une gouvernance mondiale » (IDGM+) ; et
- Labex « Innovative Mobility : Smart and Sustainable Solutions » (IMobS³).

Le financement des Actions Labex a été intégré par l'ANR à l'Aide, la Convention remplaçant les anciennes conventions de financement régissant chaque Action Labex. De ce fait, la Part de l'Aide dédiée aux Actions Labex et son échéancier de versement sont décrits respectivement aux articles 3 et 5 de la Convention.

Les accords contractuels régissant les Actions Labex demeurent en vigueur. Les Parties signataires de ces accords contractuels prendront les mesures nécessaires, le cas échéant, pour adapter ces derniers (par voie d'avenant si nécessaire) aux droits et obligations contenus dans le présent Accord, notamment en ce qui concerne les échanges d'information avec les Instances.

L'Etablissement Porteur proposera, le cas échéant :

- aux Parties membres des Actions Labex, la signature de conventions de reversement afin que la Part de l'Aide leur revenant pour la réalisation de l'Action Labex concernée leur soit versée ;
- à une Partie membre des Actions Labex la signature d'une convention de délégation de gestion de la Part de l'Aide, lui permettant de gérer directement les fonds dévolus au Labex, à charge pour la Partie signataire de la convention de délégation de gestion de proposer aux autres Parties du Labex la signature de convention de reversement.

5.1.2 Actions Antérieures

D'autres Actions ont été lancées et validées dans le cadre du Projet avant la signature de l'Accord (ci-après les « Actions Antérieures »). Les Parties se donnent quitus de la bonne régularité de leur

validation et sélection et, le cas échéant, les Parties valident la bonne attribution d'une Part de l'Aide aux Actions Antérieures.

Les Parties concernés par ces Actions Antérieures font leur affaire de la mise en place de conventions de financement ou de reversement (pour l'Aide), et de la mise en place d'accords contractuels relatifs à la réalisation de leur Action Antérieure, le cas échéant selon la forme décrite à l'article 6. Toutefois, s'ils existent, les accords contractuels régissant les Actions Antérieures demeurent en vigueur. Les Parties signataires de ces accords contractuels prendront les mesures nécessaires, le cas échéant, pour adapter ces derniers (par voie d'avenant si nécessaire) aux droits et obligations contenus dans le présent Accord, notamment en ce qui concerne les échanges d'information avec les Instances.

5.2 Actions sélectionnées à l'issue d'un d'Appel à projet

Le Projet a pour objectif de promouvoir la réalisation d'Actions relevant soit des Challenges Stratégiques de Recherche, soit des Programmes Transverses. Ces Actions seront sélectionnées, sur la base des feuilles de route et objectifs de chaque Challenge/Programme, à l'issue d'Appels publics permettant de faire ressortir les propositions devant être retenues.

5.2.1 Formalisation des Appels

En sorte de veiller à une utilisation optimale de l'Aide, trois types de modalité de sélection d'Actions seront possibles, qui passeront par la mise en place d'Appels publics et structurés. Ces Appels seront décidés par le Conseil CAP 20-25, sur proposition du Comité Opérationnel.

Dans tous les cas, ces Appels feront l'objet d'un règlement de participation, publié sur le site internet du Projet, comprenant au minimum :

- Des règles sur les principes de confidentialité et de respect des droits de propriété intellectuelle dans le traitement des propositions ;
- Des règles visant à s'assurer de l'indépendance des membres du Comité de Revue et de Sélection (déclaration d'absence de conflits d'intérêt, etc.) ;
- Si le contexte le justifie, pour les Appels relevant des Programmes Transverses, des règles sur les accès aux Résultats des Actions sélectionnées dans le cadre de l'Appel au profit des autres Parties ou de tiers le nécessitant pour les besoins de la réalisation d'autres Actions ou de l'exploitation des Résultats en découlant ;
- Les dépenses éligibles, le budget global de l'appel à projet et le cas échéant, le budget maximal par partie et/ou par proposition ;
- Les critères et modalités de sélection des propositions ;
- Le planning de l'appel (date maximale de dépôt des propositions, date de publication des résultats, etc.) ;
- Des règles permettant aux candidats d'avoir communication de l'évaluation de leur proposition ;
- La liste des Parties associés à l'appel à projet, la nature des aides apportées et, le cas échéant, les modalités particulières applicables, notamment en termes d'éligibilité ou en cas de demande de contrepartie individualisée au bénéfice d'une Partie;

- L'obligation que toute publication scientifique qui sera issu d'une Action fasse mention du Projet et soit préalablement déposée en texte intégral dans une archive ouverte, conformément aux articles 8.2.3 et 8.2.4.

Le tableau ci-dessous liste les types d'Appels lancés dans le cadre de CAP 20-25 avec leurs spécificités, qui devront être détaillés dans le règlement de participation de l'Appel :

Eléments/Appels	Appels à projet	Appels à candidature	Appel blanc
Thématique	Thématique précise, relevant des objectifs du Projet		Toute proposition relevant des objectifs du Projet
Phases de sélection	Au choix : <ul style="list-style-type: none"> - En une phase avec une proposition complète - Ou en deux phases : pré-proposition puis proposition complète 	Proposition complète	Pré-proposition obligatoire puis demande de proposition complète
Cadencement	Appel unique, pas de seconde session sauf décision de lancer un nouvel Appel à projet sur la même thématique	Appel ouvert pendant une durée déterminée et/ou jusqu'à épuisement du budget, au cours de laquelle les propositions sont examinées au cours de l'eau ou par bloc selon une périodicité fixe	Appel ouvert pendant toute la durée du Projet. Examen des propositions par bloc selon une périodicité à déterminer.
Budget	Détermination de la Part de l'Aide affectée à l'Appel et engagements précis des Parties		A titre incitatif, une Part de l'Aide sera affectée, mais ce montant pourra être modifié pour l'ajuster aux besoins du Projet. Les Parties pourront s'engager sur toute la durée de l'Appel ou proposer des Contributions au cas par cas en vue de soutenir certaines propositions.

Éléments/Appels	Appels à projet	Appels à candidature	Appel blanc
Éligibilité	Ouvert uniquement aux Parties. Ouverture aux tiers si la thématique le nécessite.	Ouvert uniquement aux Parties et étudiants inscrits chez l'un des Organismes d'Enseignement. Ouverture aux tiers si la thématique le nécessite.	Ouvert à tous (Parties et tiers) mais nécessite au moins la présence d'une Partie.

5.2.2 Validation finale par le Comité de Revue et de Sélection

Les dispositions ci-dessous seront applicables à tous les Appels, mais les règlements de participation des Appels pourront, le cas échéant, les compléter. Ces dispositions feront partie du contenu du règlement de participation des Appels et seront donc publiées.

Un Comité de Revue et de Sélection est mis en place pour chaque Appel sous l'autorité du Responsable du Programme Transverse ou Challenge concerné, qui veillera à une représentation à la fois scientifique et socio-économique et permettant une sélection équitable. Ce Comité est l'organe ayant autorité pour dresser la liste finale des propositions qui seront retenues pour être des Actions.

A l'issue du processus de sélection, le Comité de Revue et de Sélection devra transmettre la liste des projets retenus au Comité Opérationnel. Il sera également chargé de contacter les porteurs des propositions non retenues afin qu'ils puissent, le cas échéant, apporter leurs observations sur les notations apportées à leurs propositions.

Les décisions du Comité de Revue et de Sélection se feront par consensus de ses membres. Pour valablement se tenir, les réunions du Comité de Revue et de Sélection devront comporter au moins les deux tiers de ses membres présents et/ou représentés.

5.3 Finalisation du contenu des Actions et modalités d'attribution des aides

Dans le mois suivant la validation des Actions retenues dans un Appel à projet, le Comité de Revue et de Sélection organisera si nécessaire des réunions collaboratives avec les porteurs des Actions sélectionnées et les Parties en sorte d'optimiser les moyens humains et financiers disponibles pour maximiser l'atteinte des objectifs du Projet. Ces discussions pourront par exemple porter sur la réorientation ou la suppression de certaines tâches prévues dans la proposition ou sur le rapprochement de plusieurs propositions en une seule. Dans tous les cas, ces discussions se feront de manière collaborative et dans le respect des règles de confidentialité et des droits de propriété intellectuelle. La signature préalable d'un accord de confidentialité entre les parties en présence sera nécessaire en cas de discussions portant sur le rapprochement de propositions déposées par des parties différentes.

Les financements ou apports en nature qui pourraient être attribuées à une Action le seront sur les principes suivants :

- Dans tous les cas, une convention de financement ou de reversement (pour l'Aide) devra être signée. L'Equipe de Direction mettra à disposition sur le site internet du Projet des modèles de convention (non obligatoires) afin de faciliter ces opérations ;
- Le financement d'une Action par le reversement d'une Part de l'Aide devra dans tous les cas être préalablement validé par l'Etablissement Porteur. L'Etablissement Porteur agira sur mandat préalable et écrit des Parties. Il est rappelé que l'Aide ne pourra bénéficier qu'aux Parties, sauf accord préalable et écrit de l'ANR ;

5.4 Formalisation contractuelle des Actions

Afin de permettre d'encadrer dans de bonnes conditions les Actions ainsi que d'identifier les contributions et les responsabilités respectives, les Parties mettront en place autant que de besoin des accords spécifiques qui, le cas échéant, incluront les personnes morales tierces au présent Accord impliquées dans ces Actions et pourront déroger aux stipulations fixées dans l'Accord, notamment en ce qui concerne les règles de propriété intellectuelle conformément à l'article 9.

Article 6 – Modalités financières

L'UCA, en tant qu'Etablissement Porteur, reçoit directement le montant de l'aide accordée au Projet par l'ANR, conformément aux stipulations de la Convention.

L'UCA met à disposition du Projet les moyens humains et techniques nécessaires à la gestion financière du Projet.

Pour tout versement d'une Part de l'Aide, l'UCA devra obtenir la validation de son Conseil d'administration pour chaque versement, notamment pour le financement des Actions comme explicité à l'article 5.3. Néanmoins, cette validation sera présumée acquise en ce qui concerne les Actions Labex et les Actions Antérieures.

Des conventions de reversement sont mises en place, le cas échéant, entre l'Etablissement Porteur et le(les) Partie(s) concerné(s) en fonction de leur participation à la réalisation d'une Part du Projet ou à une Action.

Chaque Partie supporte individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de sa Part du Projet.

L'Accord n'implique aucun flux financier entre les Parties, hors conventions de reversement mises en place.

Article 7 – Modalités d'exécution

7.1 Dispositions générales

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution de leur Part du Projet.

Les Parties s'engagent à exécuter leur Part du Projet conformément aux règles de l'art et à transmettre aux autres Parties toutes informations et Informations Confidentielles qu'elles jugent nécessaires à la poursuite des objectifs du Projet.

Chaque Partie est tenue de faire part aux autres Parties de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa Part du Projet qui sont susceptibles de compromettre les objectifs du Projet. Cette information doit être adressée à l'Etablissement Porteur dans les meilleurs délais.

Les Livrables CAP 20-25 seront présentés au fur et à mesure au Conseil CAP 20-25, qui procédera à leur validation au cours de chacune de ses réunions. En cas d'observation, la ou les Parties en charge du Livrable CAP 20-25 concerné devra soumettre une version révisée en vue que celui-ci soit de nouveau examiné à la prochaine réunion.

7.2 Sous-traitance

Chaque Partie peut sous-traiter une partie de sa Part du Projet à un tiers, sous réserve des dispositions suivantes :

- Toute sous-traitance devra faire l'objet d'une information préalable par cette Partie au Conseil CAP 20-25 via l'Equipe de Direction. L'accord du Conseil sera réputé acquis à l'issue d'un délai de quinze (15) jours calendaires sauf si l'un de ses membres faisait valoir dans ce délai auprès du Conseil CAP 20-25 d'un intérêt légitime justifiant son opposition. Dans ce cas, le Conseil CAP 20-25 statuera en dernier ressort, le cas échéant par consensus avec le membre du Conseil ayant opposé un intérêt légitime à cette sous-traitance, à l'issue du délai susvisé ;
- Chaque Partie reste pleinement responsable de la réalisation de la Part du Projet qu'elle confie à ce tiers ;
- Chaque Partie impose contractuellement au tiers sous-traitant les obligations nécessaires au respect des dispositions de l'Accord ;
- Chaque Partie s'engage notamment à prendre, dans le cadre du contrat de sous-traitance, toutes les mesures nécessaires pour acquérir ou se voir concéder les droits de propriété intellectuelle des Livrables CAP 20-25 réalisés par le tiers sous-traitant, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre de l'Accord ;
- Tout tiers sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre de l'article 9 ci-après.

7.3 Présence de personnels de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie

La présence de personnels d'une Partie dans les locaux d'une autre Partie pour les besoins d'exécution du Projet ou des Actions, obéit aux dispositions suivantes :

- la présence de personnel doit faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, étant entendu que cet accord n'est donné qu'en fonction des dates de disponibilité existantes sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement sont à la charge de l'employeur d'origine ;

- lesdits personnels doivent respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu d'accueil et les directives qui leur sont notifiées par le chef de projet de la Partie accueillante.

En tout état de cause le personnel accueilli demeure sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de son employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

Article 8 – Confidentialité – Publications

8.1 Confidentialité

8.1.1 Chacune des Parties, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs décrits dans le Projet.

Aucune disposition de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie.

8.1.2 La Partie récipiendaire d'une Information Confidentielle s'engage, pendant la durée de l'Accord et pendant les cinq (5) ans qui suivent la fin de l'Accord, quelle qu'en soit la cause, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie émettrice :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles, et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, ou à ses sous-traitants ou à un tiers, ayant à en connaître pour l'exécution du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes ;
- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'Accord ;
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du Projet ;
- e) ne soient ni divulguées, ni susceptibles d'être divulguées, directement ou indirectement à tout tiers et/ou toutes personnes autres que celle autorisées.

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions, transmises par une Partie à une autre Partie, resteront la propriété de la Partie émettrice sous réserve des droits des tiers et doivent être restituées à cette dernière ou détruite sur sa demande.

En tout état de cause, la Partie récipiendaire reste responsable vis-à-vis de la Partie émettrice du respect par les tiers ou les sous-traitants éventuels des obligations prévues au présent article 8.1.2.

Le non-respect par l'une des Parties de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle divulguée.

8.1.3 La Partie récipiendaire n'a aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la Partie récipiendaire,
- b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant de les avoir reçues de la Partie émettrice et non soumises à une obligation de confidentialité au titre d'un autre engagement,
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite,
- d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la Partie émettrice,
- e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie récipiendaire sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles.

Dans le cas où la communication d'Informations Confidentielles est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La Partie récipiendaire s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la Partie émettrice afin de permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

8.1.4 Sans préjudice des dispositions de l'article 9, il est expressément convenu entre les Parties que la communication entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de l'Accord, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie récipiendaire un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les Informations Confidentielles.

8.1.5 Les Parties ne sauraient se prévaloir des stipulations du présent article pour restreindre toute communication à l'Etablissement Porteur d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'Etat français.

8.2 Publications – Communications

8.2.1 Le Conseil CAP 20-25 sera chargé de proposer une politique de dissémination des Livrables CAP 20-25 qui sera validée par le Conseil d'administration de l'Etablissement Porteur. Cette politique, qui sera mise en œuvre par l'Equipe de Direction sous contrôle du Conseil CAP 20-25, devra prévoir une dissémination large et fixera les règles de dissémination progressives des Livrables CAP 20-25 (accès limité à certaines instances, diffusé à toutes les Parties, en libre accès sur le site web du Projet). Il est convenu que l'ensemble des Livrables CAP 20-25 devra être publié au plus tard deux (2) ans après la fin du Projet – néanmoins le Conseil CAP 20-25 pourra décider de modalités différentes pour certains Livrables CAP 20-25 contenant des Informations Confidentielles nécessitant des durées plus longues,

au plus tard lors de sa dernière réunion. Il est précisé que ces dispositions ne s'appliquent pas aux Résultats des Actions.

8.2.2 Dans le respect des stipulations de l'article 8.1, tout projet de communication, notamment par voie de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif au Projet, aux Résultats Communs ou intégrant les Résultats Propres des autres Parties, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée de l'Accord et les deux (2) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des responsables des Challenges ou Programmes Transverses, ainsi que celui des autres Parties.

Ces autres Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ; ou
- à demander que les Informations Confidentielles leur appartenant soient retirées du projet de communication ; ou
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de communication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances et/ou Résultats ; ou
- à demander que la communication soit différée si des causes réelles et sérieuses leur paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai de soixante jours (60) calendaires, son accord sera réputé acquis.

A l'issue du délai des deux (2) ans, toute publication ou communication se fera dans le respect des obligations de confidentialité stipulées à l'article 8.1 ci-avant.

Ces communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du Projet, ainsi que l'aide apportée par l'ANR.

Les communications et publications scientifiques portant sur un Résultat d'une Action devront spécifier qu'elles sont issues d'une Action du Projet CAP 20-25. Le Conseil CAP 20-25, sur proposition du Comité Opérationnel, fera publier sur le site internet du Projet la manière dont cette référence devra figurer sur ces communications et publications.

8.2.3 Sous réserve du respect des stipulations de l'article 8.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 8.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet ou aux Actions de produire un rapport d'activité à ou aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des doctorants participant au Projet ou à une ou plusieurs Actions. Cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur, peut se dérouler à huis-clos à chaque fois que cela est nécessaire ;

- ni aux dépôts par une ou plusieurs Parties d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs Résultats.

8.2.3 Les communications et publications scientifiques portant sur un Résultat d'une Action devront spécifier qu'elles sont issues d'une Action du Projet CAP 20-25. Le Conseil CAP 20-25, sur proposition du Comité Opérationnel, fera publier sur le site internet du Projet la manière dont cette référence devra figurer sur ces communications et publications.

8.2.4 Conformément aux recommandations de l'ANR (<http://www.agence-nationale-recherche.fr/missions-et-organisation/open-access/>) les Parties marquent leur accord pour que toute publication scientifique portant sur un Livrable CAP 20-25 ou sur un Résultat d'une Action fasse l'objet d'un dépôt préalable en texte intégral dans une archive ouverte, telle que HAL (<https://hal.archives-ouvertes.fr>) ou toute autre plateforme similaire. Le Conseil CAP 20-25, sur proposition du Comité Opérationnel et du Conseil Consultatif International, précisera les modalités de mise en œuvre de ce principe.

8.2.5 Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser, par écrit ou oralement, le nom des autres Parties ou l'un de leurs préposés, dans quelque but que ce soit, notamment promotionnel (vidéo, poster, plaquette publicitaire, dossier de presse, etc.) et ce quel que soit le support utilisé, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la Partie concernée. Les Parties feront leur affaire des modalités et délais d'obtention de cet accord.

Article 9 – Propriété Intellectuelle

Les dispositions du présent article constituent un régime par défaut. Les Parties disposent de la faculté d'y déroger au titre d'accords-cadres préexistants ou dans le cadre d'accords spécifiques afférents à l'exécution du Projet et la mise en œuvre de chaque Action.

Dans cette dernière hypothèse, les Parties s'engagent à négocier entre eux les termes d'un accord dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'Encadrement Communautaire mentionné dans l'Accord. Tout accord dérogatoire sera transmis à L'Etablissement Porteur.

9.1 Propriété des Connaissances Propres

Chaque Partie est et reste propriétaire de ses Connaissances Propres. Chaque Partie est également propriétaire des modifications et évolutions qu'elle apporte elle-même à ses Connaissances Propres.

L'Accord n'emporte aucune cession ou licence, ou toutes autres autorisations d'exploitation sous quelques formes que ce soit, des droits de la Partie détentrice sur ses Connaissances Propres.

Aucune disposition de l'Accord n'interdit au Partie détentrice d'utiliser de quelque manière que ce soit ses Connaissances Propres pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.

9.2 Propriété des Résultats Propres

Les Résultats Propres étant issus des travaux d'une seule Partie, sont la propriété de la Partie qui les a générés.

Les éventuels Brevets Nouveaux ou autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits Résultats Propres seront déposés à ses seuls frais et risques, à son seul nom et à la seule initiative de la Partie propriétaire.

Dans le cas où les Résultats seraient générés par un laboratoire constitutif d'une structure commune de recherche dénuée de la personnalité morale (unité mixte de recherche,...) ils sont qualifiés de Résultats Propres. Les tutelles de ladite structure font, entre elles, leur affaire de la répartition de leurs droits de copropriété respectifs, conformément aux accords qui les lient, lorsqu'ils existent.

9.3 Propriété des Résultats Communs

Les Parties conviennent des dispositions ci-dessous en matière de protection des Résultats Communs obtenus par au moins deux Parties impliquées dans le respect des dispositions du Décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire unique pris en application de l'article L. 533-1 du Code de la recherche.

Les Parties ayant généré des Résultats Communs en sont par principe copropriétaires.

Toutefois, les Parties à l'origine d'un Résultat Commun pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles.

Les Parties copropriétaires signeront, par acte séparé et avant toute exploitation, un accord définissant la répartition à parts égales, ainsi que les droits et obligations s'y rapportant et reprenant pour ce qui concerne les Résultats Communs brevetables et/ou les droits d'auteur les principes exposés ci-dessous.

Dans le cas où des Résultats Communs seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule Partie copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure, lorsqu'elle existe.

Le développement d'une évolution par une seule Partie d'un Résultat Commun lui confère la seule propriété sur cette évolution qui constitue alors un Résultat Propre.

9.3.1 Résultat Communs brevetables

9.3.1.1 Gestion et procédure

Les Parties copropriétaires des Résultats Communs décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevet déposées à leurs noms conjoints, et désigneront parmi elles celle qui sera chargée

d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur. Elles pourront aussi décider de désigner un tiers pour effectuer ces formalités.

À défaut d'une telle désignation, les Parties Copropriétaires disposeront d'un délai de neuf (9) mois à compter du dépôt d'une demande de brevet pour procéder à cette désignation.

Les frais relatifs au dépôt, à l'obtention et au maintien en vigueur des Brevets Nouveaux en copropriété seront supportés par la Partie copropriétaire chargée par les autres Parties d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur des Brevets Nouveaux.

Les frais susvisés seront remboursés à la Partie Copropriétaire conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2016 relatif à la prise en charge des frais par le mandataire unique

Chaque Partie assume la rémunération de ses inventeurs selon ses règles habituelles.

9.3.1.2 Renonciation

Si l'une des Parties copropriétaires de Résultats Communs renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de Brevets Nouveaux renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs Brevets Nouveaux dans un ou plusieurs pays, elle devra en informer les autres Parties copropriétaires en temps opportun pour que celles-ci déposent en leurs seuls noms et poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur à leurs seuls frais et profits. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties de devenir seuls copropriétaires du ou des Brevets Nouveaux dans le ou les pays concernés.

Une Partie Copropriétaire sera réputée avoir renoncé au dépôt, à la poursuite de la procédure de délivrance ou au maintien en vigueur d'un Brevet Nouveau, soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la ou les autres Partie(s) Copropriétaire(s) lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point.

Dans le cas où une Partie Copropriétaire renoncerait dans certains pays à la poursuite de la procédure et/ou au maintien en vigueur d'un Brevet Nouveau, elle resterait engagée au titre du règlement de copropriété pour les autres Brevets Nouveaux bénéficiant de la même date de priorité.

Les autres Parties copropriétaires s'engagent à ne pas lui opposer leurs droits dans les pays auxquels elle a renoncé, sous réserve qu'elle s'acquitte des compensations financières relatives à l'exploitation telles que prévues audit règlement de copropriété.

Toutefois, elle ne pourra prétendre à aucune compensation au titre de l'exploitation par les autres Parties copropriétaires pour les pays pour lesquels elle a abandonné la procédure

9.3.1.3 Cession

Chaque Partie Copropriétaire a le droit de céder sa quote-part de copropriété sur les Brevets Nouveaux.

Toutefois, en cas de cession par une Partie Copropriétaire, la ou les autres Parties Copropriétaires disposeront d'un droit de préemption dans les conditions qui suivent.

Le cédant devra notifier son projet par lettre recommandée avec avis de réception aux autres Parties Copropriétaires en indiquant, dans sa notification, sous réserve de ses éventuelles obligations de confidentialité, les conditions, notamment financières, de l'opération projetée, ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime.

Chaque Partie Copropriétaire disposera alors d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification, pour faire connaître à la Partie cédante, par lettre recommandée avec avis de réception, si elle entend ou non user de ce droit de préemption.

A défaut de réponse dans ce délai, une Partie sera réputée avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption par la Partie non cédant, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

Tout cédant s'oblige à inclure dans tout contrat de cession le détail des droits et obligations attachés aux Brevets Nouveaux.

9.3.1.4 Défense des Brevets Nouveaux

Au cas où l'une des Parties Copropriétaires suspecterait la contrefaçon d'un Brevet Nouveau, les Parties Copropriétaires se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les Parties Copropriétaires dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'un des Parties Copropriétaires aux autres Parties Copropriétaires des actes de contrefaçon présumés d'un tiers, chacun des Parties Copropriétaires, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toute action qu'elle jugera utile.

Les Parties Copropriétaires ayant participé à de telles actions ne seront redevables d'aucune garantie à l'égard des autres Parties Copropriétaires quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des Brevets Nouveaux

9.3.2 Résultats Communs relevant du droit d'auteur hors logiciels

Un règlement de copropriété entre les indivisaires définira les droits détenus par les Parties Copropriétaires concernées, notamment au regard de la spécificité des Résultats Communs obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver.

Le règlement de copropriété fixera, notamment, les règles de protection et d'exploitation des Résultats Communs, et devra en tout état de cause, respecter les règles de propriété d'ordre public des articles L.113-3 à L.113-5 du Code de la propriété intellectuelle.

9.4 Droits d'accès sur les Livrables CAP 20-25

Tous les Livrables CAP 20-25 sont disponibles aux autres Parties, gratuitement et de manière non-exclusive, afin que ceux-ci puissent réaliser leur part du Projet.

Les Livrables CAP 20-25 n'ayant pas vocation à être exploités, mais diffusés de manière libre et gratuite, l'accès à des fins de recherche ou d'exploitation sera possible pour les Parties non (co-)propriétaires une fois publiés sur le site web du Projet.

Par exception, si un Livrable CAP 20-25 était susceptible d'être exploité, le(s) propriétaire(s) dudit Livrable pourront faire une requête au Conseil CAP 20-25 en explicitant les modalités de valorisation envisagées. Sous réserve de ne pas nuire aux objectifs du Projet, le Conseil CAP 20-25 pourra, en concertation avec lesdits propriétaires, valider des aménagements au principe de libre diffusion. Ces aménagements feront l'objet d'une information en Assemblée Générale.

ARTICLE 10 – UTILISATION / EXPLOITATION

Les dispositions du présent article constituent un régime par défaut. Les Parties disposent de la faculté d'y déroger au titre d'accords-cadres préexistants ou dans le cadre d'accords spécifiques afférents à la mise en œuvre d'une Action

Dans cette dernière hypothèse, les Parties s'engagent à négocier entre eux les termes d'un accord spécifique dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'Encadrement Communautaire, et dans le respect des dispositions du Décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire unique pris en application de l'article L. 533-1 du Code de la recherche.

Tout accord dérogatoire sera transmis à l'Etablissement Porteur.

10.1 Connaissances Propres

Sauf accord entre les Parties concernées, les droits prévus au présent article 10.1 seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence.

10.1.1 Aux fins d'exécution du Projet

Chaque Partie dispose librement de ses Connaissances Propres.

Pour les besoins de l'exécution de sa Part du Projet et à cette seule fin, chacune des Parties pourra utiliser sous réserve du droit des tiers, sans contrepartie financière, les Connaissances Propres d'une autre Partie. Ces Connaissances Propres seront communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une Partie ayant besoin de les utiliser et devront être traités comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 8.1 de l'Accord.

Il est d'ores et déjà convenu que cette licence n'inclura pas l'accès au code source dans le cas d'un logiciel, sauf accord contraire de la Partie propriétaire dudit logiciel dans la licence susvisée.

Plus particulièrement, lorsque les Connaissances Propres sont des logiciels, la Partie qui les reçoit en application du présent article ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire au chargement, affichage, exécution, transmission, stockage de ces logiciels et aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa Part du Projet.

10.1.2 Aux fins d'exploitation des Résultats

Pendant la durée du Projet et douze (12) mois après son terme et sous réserve des droits des tiers, chaque Partie pourra concéder aux autres Parties, par acte séparé et sur demande écrite, une licence sur ses Connaissances Propres lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation, par la Partie qui en fait la demande, de ses Résultats ou des Résultats sur lesquels elle a obtenu des droits d'exploitation.

La Partie détentrice pourra concéder lesdites licences à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Il est d'ores et déjà convenu que cette licence n'inclura pas l'accès au code source dans le cas d'un logiciel, sauf accord contraire de la Partie propriétaire dudit logiciel dans la licence susvisée.

10.2 Résultats

10.2.1 Utilisation – Exploitation de ses Résultats par une Partie

Chaque Partie est libre d'exploiter ses Résultats sous réserve des droits des autres Parties prévus aux articles 10.2.2 et 10.2.3 ci-après.

10.2.2 Utilisation – Exploitation des Résultats Communs par les Parties Copropriétaires

10.2.2.1 Exploitation industrielle ou commerciale

Les Parties Copropriétaires disposent d'un droit non exclusif d'exploitation industrielle et/ou commerciale, directe et indirecte des Résultats Communs.

En cas d'exploitation effective par une Partie, celle-ci donnera lieu à une compensation financière, forfaitaire ou proportionnelle, qui sera équitable eu égard aux contributions respectives des Parties Copropriétaires.

L'accord de toutes les Parties Copropriétaires est nécessaire en cas d'exploitation exclusive.

Pour les Résultats Communs consistant en des logiciels, l'accord des autres Parties Copropriétaires est nécessaire en cas de diffusion des codes sources.

10.2.2.2 Exploitation à fins de recherche

Chaque Partie copropriétaire dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable et sans contrepartie financière de l'ensemble des Résultats Communs dont elle est copropriétaire pour ses activités propres de recherche, y compris dans le cadre de la coopération avec des tiers, dans le respect des dispositions prévues à l'article « Confidentialité », à l'exclusion de toute activité, même gratuite, de caractère industriel et/ou commercial, directe et/ou indirecte.

Pour les Résultats Communs consistant en des logiciels, l'accord des autres Parties Copropriétaires est nécessaire en cas de diffusion des codes sources.

10.2.3 Utilisation – Exploitation de Résultats par les Parties non détentrices autres que les Parties Copropriétaires

Sauf accord entre les Parties concernées, les droits prévus au présent article seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence.

10.2.3.1 Aux fins d'exécution du Projet

Pour la durée du Projet, les Parties concèdent, sous réserve du droit des tiers, un droit d'utilisation de leurs Résultats aux autres Parties sur demande écrite de celles-ci lorsqu'ils leur sont nécessaires pour exécuter leur Part du Projet. Cette concession se fait sans contrepartie financière.

Il est d'ores et déjà convenu que cette licence n'inclura pas l'accès au code source dans le cas d'un logiciel, sauf accord contraire de la Partie propriétaire dudit logiciel dans la licence susvisée.

10.2.3.2 Aux fins d'exploitation des Résultats

Sous réserve du droit des tiers, chaque Partie pourra concéder aux autres Parties, une licence sur ses Résultats lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation, par la Partie qui en fait la demande, de ses Résultats.

A cette fin, pendant la durée du Projet et douze (12) mois après son terme, chaque Partie détentrice pourra sur demande écrite à concéder par acte séparé aux autres Parties une licence à des conditions justes et raisonnables.

Il est d'ores et déjà convenu que cette licence n'inclura pas l'accès au code source dans le cas d'un logiciel, sauf accord contraire de la Partie propriétaire dudit logiciel dans la licence susvisée.

10.2.3.3 A des fins de recherche interne

Les Parties concèdent un droit d'utilisation de leurs Résultats aux autres Parties à des fins de recherche interne exclusivement.

Cette demande devra être faite par acte séparé et sur demande écrite pendant la durée du Projet et douze [12] mois après son terme.

Cette concession se fait sans contrepartie financière.

La Partie détentrice ne peut s'y opposer, sauf intérêts légitimes

Article 11 – Responsabilités – Assurances

11.1 Responsabilité à l'égard des tiers

Chaque Partie reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages qu'elle, en ce compris son personnel ainsi que les personnels et les biens dont elle a la garde peut causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

11.2 Responsabilité entre les Parties

11.2.1 Dommages corporels

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque Partie est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel de l'autre Partie.

11.2.2 Dommages directs

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord à une autre Partie.

11.2.3 Dommages Indirects

Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui peuvent survenir dans le cadre de l'Accord.

11.3 Garanties et responsabilités du fait des Connaissances Propres, Livrables CAP 20-25 et autres informations

Chaque Partie reconnaît que les Connaissances Propres, Livrables CAP 20-25, Informations Confidentielles et autres informations communiquées à une ou plusieurs autres Parties dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Ces Connaissances Propres, Livrables CAP 20-25, Informations Confidentielles et autres informations sont utilisés par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, Livrables CAP 20-25, Informations Confidentielles et autres

informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

11.4 Assurances

Chaque Partie devra, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuelles conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés aux tiers, dans le cadre de l'exécution de l'Accord. Sauf obligation légale, les établissements publics de l'Etat sont leur propre assureur.

Article 12 – Durée de l'Accord

L'Accord entre en vigueur à la Date d'Effet, et arrivera à échéance à la date du 31 décembre 2021.

À l'issue de la Période Probatoire, en application des dispositions de l'article 8 de la Convention, les dispositions suivantes s'appliqueront :

- Si la dotation au Projet devient définitive, la durée de l'Accord sera prolongée de la même durée que celle qui sera convenue dans la convention spécifique mentionnée à l'article 8.2 de la Convention – durée permettant d'atteindre les objectifs à 10 ans initialement formulés dans la description du Projet en annexe 1 de la Convention ;
- Si la Période Probatoire fait l'objet d'une reconduction, la durée de l'Accord sera prolongée de la même durée que celle qui sera convenue dans l'avenant à la Convention mentionné à l'article 8.3 de la Convention ;
- Si la décision du Premier ministre est d'arrêter le Projet, l'Accord viendra à échéance à la date susmentionnée et ne pourra être renouvelé.

Il est précisé que toute prolongation de l'Accord donnera lieu à l'établissement d'un avenant signé des Parties, afin d'intégrer les nouvelles conditions de poursuite du Projet.

Les stipulations des articles 8 à 10 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'Accord.

Article 13 – Entrée et sortie des Parties

13.1 Entrée d'une nouvelle Partie

Toute demande d'entrée dans le Projet doit être notifiée et dûment motivée à l'Etablissement Porteur et à l'ANR, dans les meilleurs délais.

L'Etablissement Porteur convoque une réunion exceptionnelle du Conseil CAP 20-25 dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence du candidat souhaitant entrer qui expose à cette occasion ses justifications.

Le Conseil CAP 20-25 identifie les conséquences de cette entrée (notamment sur la Part du Projet lui étant attribuée), statue sur les actions à prendre et vote à titre exceptionnel l'entrée de la Partie candidate à l'unanimité, par dérogation aux dispositions de l'article 4.2.3. Le candidat ne prend pas part au vote.

A l'issue de ce Conseil CAP 20-25, l'Etablissement Porteur transmet pour décision à l'ANR, le compte-rendu de la réunion.

L'entrée de la nouvelle Partie se fera par signature d'un acte unilatéral d'adhésion à l'Accord. l'accord préalable de l'ANR et la signature concomitante d'un avenant à la Convention ayant pour objet d'intégrer ladite nouvelle Partie sera un prérequis.

Tout Livrable CAP 20-25 ou Résultat développé avant l'accession de la nouvelle Partie à l'Accord doit être considéré comme Connaissance Propre à son égard.

13.2 Sortie d'une Partie

13.2.1 Retrait

Une Partie qui souhaite se retirer du Projet doit notifier sa décision dûment motivée à l'Etablissement Porteur et à l'ANR, dans les meilleurs délais.

L'Etablissement Porteur convoque une réunion exceptionnelle du Conseil CAP 20-25 dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la Partie souhaitant se retirer qui expose à cette occasion ses justifications.

Le Conseil CAP 20-25 identifie les conséquences de ce retrait et statue sur les solutions à apporter conformément aux règles de l'article 4.2.3. La Partie qui souhaite se retirer du Projet ne prend pas part aux délibérations.

L'exécution de sa Part du Projet peut, sur décision des autres Parties prise au sein du Conseil CAP 20-25, être assurée par les soins d'une autre Partie ou d'un tiers désigné par le Conseil CAP 20-25.

A l'issue de ce Conseil CAP 20-25, l'Etablissement Porteur transmet pour décision à l'ANR le compte rendu de la réunion.

13.2.2 Défaillance

Au cas où l'une des Parties manque aux obligations qui lui incombent et après une mise en demeure de l'Etablissement Porteur restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois, le Conseil CAP 20-25 se réunit en présence de la Partie défaillante et vote son exclusion à l'unanimité. La Partie défaillante ne prend pas part au vote.

Le Conseil peut décider, sous réserve de l'accord de l'ANR, d'exclure la Partie défaillante du Projet. Dans ce cas, le Conseil CAP 20-25 décide de la date d'effet de la résiliation de l'Accord à son égard et de la nouvelle répartition de la Part du Projet de la Partie défaillante.

13.2.3 Partie en difficulté

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'une Partie, l'Etablissement Porteur se charge :

- de mettre l'administrateur ou le liquidateur judiciaire en charge de ladite procédure, ou le cas échéant le débiteur, en demeure de poursuivre ou résilier l'Accord ;
- d'avoir une réponse explicite de l'administrateur, du liquidateur judiciaire ou le cas échéant du débiteur – l'Accord sera résilié de plein droit vis-à-vis de la Partie concernée dans le cas où ladite mise en demeure resterait plus d'un (1) mois sans réponse ;
- d'informer par écrit l'ANR de toutes les démarches précitées.

13.2.4 Conséquences du retrait ou de la défaillance

Dans les cas prévus aux articles 13.2.1 à 13.2.3, l'Etablissement Porteur fera part à l'ANR de la solution retenue par le Conseil CAP 20-25. Dans le cas où le Conseil CAP 20-25 désigne un tiers pour remplacer un Partie exclu ou qui se retire, l'Etablissement Porteur demandera son approbation auprès de l'ANR.

De plus, la Partie exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres Parties ou au tiers le remplaçant, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la Part du Projet concernée. En outre, La Partie exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres Parties ou au tiers remplaçant ses droits de propriété intellectuelle, relatifs à ses Connaissances Propres et/ou ses Résultats pour la poursuite du Projet et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses Résultats et/ou de ses Connaissances Propres, dans les conditions de l'article 10 ci-avant.

Le retrait ou l'exclusion d'une Partie ne dispense pas celle-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'Accord à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres Parties à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

La Partie exclue ou qui se retire de l'Accord perd le bénéfice des droits concédés ou qui auraient pu lui être concédés, sur les Connaissances Propres et/ou les Résultats des autres Parties au titre des articles 9 et 10 ci-avant.

La résiliation de l'Accord pour la Partie exclue ou qui se retire prend effet de plein droit à la date de réception de la notification de la décision du Conseil CAP 20-25. Néanmoins les dispositions de l'article 8 survivront à cette résiliation.

Dans le cas de l'impossibilité de trouver une solution de remplacement (c'est-à-dire qu'aucune Partie ni aucun tiers n'est en mesure de se substituer à la Partie qui se retire ou est exclue), et dans la mesure où l'abandon de la Part du Projet en question affecte la réalisation du Projet dans son ensemble, le Conseil CAP 20-25 proposera des solutions à l'ANR permettant d'éviter la fin du Projet ou des Actions en découlant.

Article 14 – Force Majeure

Aucune Partie n'est responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence.

La Partie invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure doit en aviser l'Etablissement Porteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'Etablissement Porteur doit ensuite en informer l'ANR et le Conseil CAP 20-25 dans les meilleurs délais.

Dès lors que l'évènement de force majeure s'oppose à la poursuite du Projet ou des Actions tels qu'initialement prévus, les Parties se réunissent au sein du Conseil CAP 20-25 afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du Projet ou des Actions y compris par l'exclusion de la Partie qui subit la force majeure.

L'Etablissement Porteur informe l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du Projet et de chaque Action en cours.

Article 15 – Correspondance

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation de l'Accord est valablement faite aux coordonnées respectives des Parties indiquées en Annexe 4 du présent Accord.

Toute notification doit, pour être valablement opposée à l'autre Partie, être faite par lettre recommandée avec accusé de réception. Néanmoins toute notification réalisée dans le cadre du contrat, à l'exception de celles réalisées dans le cadre des articles 10, 13 et 14, pourra être envoyée par courrier électronique et sera réputé avoir été reçue, sauf preuve contraire, à la date d'envoi enregistrée dans la solution informatique de courrier électronique utilisée par la Partie émettrice.

Toute communication relative à la gestion technique du Projet devra être effectuée auprès des personnes identifiées en Annexe 4 du présent Accord.

Chacune des Parties doit informer l'Etablissement Porteur, par écrit, d'un changement d'adresse dans les meilleurs délais. Cette information donne lieu à la modification de l'Annexe 4 sur simple notification par l'Etablissement Porteur à toutes les Parties.

Article 16 – Intuitu personae – Cession de contrat

Les Parties déclarent que l'Accord est conclu *intuitu personae*.

En conséquence, sauf dans le cas des dispositions de l'article 7.2 relative à la sous-traitance, aucune Partie n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans autorisation du Conseil CAP 20-25 et de l'ANR.

Article 17 – Litiges

Les Parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Conseil CAP 20-25 puis de leurs autorités respectives.

En cas de désaccord persistant, le litige est définitivement tranché par les Tribunaux compétents saisis à l'initiative de la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Le présent Accord est régi par le droit français.

Article 18 – Stipulations diverses

18.1 Nullité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'Accord serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait. Les Parties font les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'Accord restent en vigueur et les Parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

18.2 Omissions

Le fait, par l'une des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne peut en aucun cas impliquer renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

18.3 Modifications

L'Accord remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. A l'exception des formalités énoncées à l'article 13.1 relatives à l'entrée d'une nouvelle Partie, aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'a d'effet à l'égard des Parties si elle n'est pas constatée par un avenant écrit et signé par leurs représentants dûment habilités après examen par le Conseil CAP 20-25.

18.4 Annexes

Sont annexés à l'Accord pour en faire partie intégrante, les documents suivants

Annexe 1 : Description technique du Projet et des Actions entrant dans ce cadre ;

Annexe 2 : Convention attributive d'aide n° ANR-16-IDEX-0001.

Annexe 3 : Annexe financière / budget du consortium ;

Annexe 4 : Coordonnées et contacts des Parties ;

Annexe 5 : Modèle d'engagement unilatéral de confidentialité

En foi de quoi, les Parties ont fait signer en 11 exemplaires originaux l'Accord par leurs représentants respectifs dûment autorisés, à la date indiquée ci-dessous.

Pour l'Université Clermont Auvergne

Fait à Le.....

Nom : **Mathias BERNARD**

Fonction : Président

Signature :

Pour SIGMA

Fait à Le.....

Nom : **Sylvie COMMEREUC**

Fonction : Directrice

Signature :

Pour l'INRA

Fait à Le.....

Nom : **Philippe MAUGUIN**

Fonction : Président

Signature :

Pour le CNRS

Fait à Le.....

Nom : **Antoine PETIT**

Fonction : Président Directeur Général

Signature :

Pour AGROPARIS TECH

Fait à Le.....

Nom : **Gilles TRYSTRAM**

Fonction : Directeur Général

Signature :

Pour VETAGRO SUP

Fait à Le.....

Nom : **Emmanuelle SOUBEYRAN**

Fonction : Directrice Générale

Signature :

Pour le CHU CLERMONT FERRAND

Fait à Le.....

Nom : **Didier HOELTGEN**

Fonction : Directeur Général

Signature :

Pour **LE CENTRE JEAN PERRIN**

Fait à Le.....

Nom : **Frédérique PENAULT-LLORCA**

Fonction : Directrice Générale

Signature :

Pour L'IRSTEA

Fait à Le.....

Nom : **Marc MICHEL**

Fonction : Président

Signature :

Pour la FERDI

Fait à Le.....

Nom : **Patrick GUILLAUMONT**

Fonction : Président

Signature :

Pour l'INSERM

Fait à Le.....

Nom : **Dominique PELLA**

Fonction : Délégué Régional

Signature :

Annexe 1 : Description technique du Projet et des Actions entrant dans ce cadre

Annexe 2 : Convention attributive d'aide n° ANR-16-IDEX-0001

Annexe 3 : Annexe financière / budget du Projet

Annexe 4
Coordonnées des représentants des Parties

Pour l'Université Clermont Auvergne	M. Mathias BERNARD UCA - 49 bd François Mitterrand, 63001 CLERMONT-FERRAND Mathias.BERNARD@uca.fr Tél : 04 73 17 79 79
	Pierre SCHIANO UCA - LMV – Campus des Cezeaux 6 Avenue Blaise Pascal 63178 AUBIERE Cedex pierre.schiano@uca.fr Tél : 04 73 34 67 57
	Bertrand VALLIORGUE UCA - CRCGM, 11 Boulevard Charles de Gaulle 63000 CLERMONT-FERRAND Bertrand.VALIORGUE@uca.fr Tél : 04 73 17 78 09
Pour SIGMA	Sylvie COMMEREUC SIGMA - CS20265 - Campus des Cézeaux, 27 Rue Roche Genès, 63178 AUBIERE sophie.commereuc@sigma-clermont.fr Tél : 04 73 28 80 00
Pour l'INRA	Jean-Baptiste COULON INRA Site de Theix 63122 SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE jean-baptiste.coulon@inra.fr Tél : 04 73 62 44 44
Pour le CNRS	Jean-François Gérard – CNRS – INC - 3 rue Michel-Ange - 75794 PARIS CEDEX 16 jean-francois.gerard@cnrs-dir.fr Tel : 01 44 96 40 95.
Pour VETAGRO SUP	Etienne JOSIEN VETAGRO SUP 89 Avenue de l'Europe, 63370 LEMPDES etienne.josien@vetagro-sup.fr Tél : 04 73 98 13 13
Pour AgroParisTech	Monsieur Gilles TRYSTRAM AgroParisTech, 16 rue Claude BERNARD 75231 PARIS CEDEX 05 gilles.trystram@agroparistech.fr Tél : 01 44 08 18 43
Pour l'INSERM	Monsieur Dominique PELLA InsERM DR Rhône-Alpes, Auvergne 69675 Bron Cédex

	Dominique.Pella@inserm.fr Tel : 04 72 13 88 00
Pour l'IRSTEA	Monsieur Emmanuel HUGO Irstea – Centre de Clermont-Ferrand - 9, avenue Blaise Pascal - CS 20085 - 63178 Aubière emmanuel.hugo@irstea.fr Tel: +33 (0)4 73 44 06 00
Pour la FERDI	Madame Kelly LABART Ferdi - 63 Boulevard François Mitterrand, 63000 Clermont-Ferrand kelly.labart@ferdi.fr Tél : +33.(0)4.73.17.75.34
Pour le CHU de Clermont Ferrand	Monsieur Didier HOELTGEN CHU - 58 rue Montalembert 63000 CLERMONT-FERRAND Tel. : 04 73 75 10 68 direction.generale@chu-clermontferrand.fr
Pour le Centre Jean PERRIN	Madame Frédérique PENAULT-LLORCA CJP - 58 rue Montalembert BP 392 63011 Clermont-Ferrand Cedex 1 Tel. : 04 73 27 81 77 direction@clermont.unicancer.fr

COORDONNEES DES MEMBRES DU Comité Opérationnel

Responsables des Challenges	Isabelle VEISSIER, Challenge 1 Michel DHOME, Challenge 2 Alain ESCHALIER, Challenge 3 Patrick BACHELERY, Challenge 4
Responsables des programmes transverses	Françoise CAIRA, Learn'in Auvergne Stéphane CALIPEL, Campus @uvergne Vianney DEQUIEDT, Politique des Talents Pierre HENRARD, Emergence Valérie LIVRELLI, WOW! Wide Open to the World Hélène MARIAN, Hub Innovergne Dominique PALLIN, Développement instrumental
Equipe de direction	Pierre SCHIANO, Directeur du projet CAP 20-25 Bérangère FARGES, Adjointe au directeur en charge des volets scientifique et valorisation Martine ROUSSEAU, Adjointe au directeur en charge des volets administratif et financier Camille ARNAUD, Chargée d'appui opérationnel - stratégie internationale, WOW! Claire HARDY, Chargée de communication
Directeur du projet I-SITE CAP 20-25	Pierre SCHIANO UCA - LMV – Campus des Cezeaux 6 Avenue Blaise Pascal 63178 AUBIERE Cedex pierre.schiano@uca.fr Tél : 04 73 34 67 57

Annexe 5 : Modèle d'engagement unilatéral de confidentialité

**Modèle d'engagement de confidentialité devant être signé par les experts ou membres des
Instances n'appartenant pas au personnel d'une des Parties**

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE (Projet CAP 20-25)

Le présent engagement est souscrit par :

[En cas de personne morale : (raison sociale), (statut), (capital le cas échéant), dont le siège est situé (adresse), immatriculé au registre du commerce et des sociétés de (ville) sous le numéro (XXX), représenté par [...] agissant en sa qualité de [...],

ou

en cas de personne physique : (nom, prénoms, nationalité, date et lieu de naissance, profession, domicile)]

Ci-après désigné par « **Expert** ».

au profit des personnes morales qui sont Parties à l'Accord de Consortium pour la réalisation du Projet CAP 20-25.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Les Parties à l'Accord de Consortium pour la réalisation du Projet CAP 20-25 (ci-après désignées les « Parties ») souhaitent d'intervention de l'Expert dans le cadre de (Description de la mission de l'Expert dans le cadre du Projet CAP 20-25). L'Université Clermont Auvergne est l'établissement porteur du Projet CAP 20-25.

Au cours des échanges qu'il aura avec les Parties dans le contexte ainsi exposé, l'Expert pourra se voir communiquer des informations et données confidentielles de nature notamment technique, financière ou commerciale, dont la divulgation est susceptible de causer un préjudice substantiel aux Parties.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'Engagement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Expert s'engage à conserver secrètes les Informations Confidentielles telles que définies par l'article 2 de l'Engagement.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Sont des Informations Confidentielles les informations de toute nature, qu'elles soient écrites ou orales, et quels que soient leur forme ou leur support, communiquées directement ou indirectement par l'un des Parties à l'Expert, dans le cadre du Projet CAP 20-25 que ce soit au cours des réunions des Instances ou par tout autre moyen, et dans la limite des stipulations de l'alinéa 2 du présent article.

Ne sont pas considérées comme étant des Informations Confidentielles les informations pour lesquelles l'Expert peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient en sa possession, de manière licite, avant qu'elles ne lui soient communiquées ;
- qu'elles sont le résultat de développements entrepris de bonne foi par lui-même ou le cas échéant des membres de son personnel et de façon totalement indépendante ;
- qu'il les a licitement reçues d'un tiers autorisé à les divulguer ;
- qu'elles étaient dans le domaine public au moment de leur communication ou qu'elles y sont tombées après cette communication sans que la responsabilité ne puisse en incomber à l'Expert ; ou
- que leur communication a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative, d'une décision de justice ou d'une sentence arbitrale définitive(s) ou d'un ordre émanant d'une autorité de tutelle ou de contrôle. Dans ce cas, la communication d'Informations Confidentielles doit être limitée au strict nécessaire. L'Expert s'engage à informer immédiatement les Parties de toute communication faite à ce titre.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'EXPERT

L'Expert s'engage à assurer la confidentialité des Informations Confidentielles.

A ce titre, il devra notamment :

- conserver et à traiter ces Informations Confidentielles de manière strictement confidentielle, avec au moins la même vigilance qu'il accorde à ses propres informations confidentielles.

A ce titre, il prend toutes les dispositions utiles afin d'éviter la perte ou le vol des Informations Confidentielles, l'accès frauduleux à celles-ci ainsi que toute divulgation à des tiers, ou à des membres de son personnel, à l'exception des divulgations autorisées dans les conditions ci-après détaillées.

Dans l'hypothèse où, malgré les précautions prises, une ou plusieurs Informations Confidentielles venaient à la connaissance de tiers, l'Expert s'engage à informer immédiatement les Parties de cette rupture de confidentialité, par tout moyen.

- ne pas copier, reproduire, dupliquer, communiquer, transférer, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, les Informations Confidentielles à des tiers, sans l'autorisation écrite et préalable des Parties ;
- prendre toutes mesures appropriées afin de faire respecter les dispositions de l'Engagement par son personnel, dont il est responsable à l'égard des Parties.

ARTICLE 4 : UTILISATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

La communication d'Informations Confidentielles à l'Expert ne peut ni ne doit être interprétée comme une quelconque concession de licence, ni comme valant renonciation par la Partie qui en détient les droits à la protection de ses Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit ou titre de propriété intellectuelle, ni comme conférant à l'Expert un droit et/ou un privilège quelconque sur l'utilisation ou l'exploitation des Informations Confidentielles, et ce à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

L'Expert reconnaît qu'il est seul responsable de l'usage qu'il fera des Informations Confidentielles et indemniserà les Parties de toute perte, dommage ou dépense (y compris les dépenses occasionnées par les investigations et les procédures en défense contre les réclamations à son encontre ou encore les dédommagements résultant du règlement de telles réclamations) ayant pour origine la divulgation et/ou l'utilisation non autorisée des Informations Confidentielles.

ARTICLE 6 : ABSENCE DE GARANTIE

Les Informations Confidentielles sont communiquées à l'Expert sans garantie expresse ou tacite d'aucune sorte, notamment quant à leur caractère commercial.

ARTICLE 7 : DUREE

L'Engagement entre en vigueur à compter de sa date de signature pour une durée de ____ mois.

A l'expiration de l'Engagement pour quelque raison que ce soit, ou à tout moment sur demande écrite d'une Partie, l'Expert devra détruire toute copie, tout extrait et toute reproduction des Informations Confidentielles, y compris tout document, note, compte rendu de réunion les contenant, et fournir aux Parties un certificat de destruction de ces divers éléments.

Les obligations de confidentialité et les obligations relatives à l'utilisation des Informations Confidentielles persisteront pour une durée de cinq (5) années après l'expiration de l'Engagement pour quelque raison que soit.

ARTICLE 8 : LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES DIFFERENDS

8.1 L'Engagement est régi par le droit français.

8.2 Tout différend relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution, l'expiration et/ou la résiliation de l'Engagement et qui ne pourrait pas être résolu amiablement, sera soumis aux tribunaux compétents de Paris, et ce même lors des procédures d'urgence, des procédures conservatoires ainsi qu'en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX, UN POUR L'EXPERT ET L'AUTRE qui sera conservé par l'Université Clermont Auvergne

Pour l'Expert :

Fait à

Le

Signature :